Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Ceder-des-terres-agricoles-a-des-compagnies-etrangeres>

Cèder des terres agricoles à des compagnies étrangères

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 27 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Ethiopie cède des terres agricoles à des compagnies étrangères en pleine période de famine

Une enquête de Survival International a apporté des preuves alarmantes selon lesquelles les tribus indigènes sont spoliées de leurs terres agricoles les plus productives pour être allouées à des compagnies étrangères qui y pratiqueront une agriculture intensive d'exportation - alors que des milliers de personnes souffrent de la famine en cette grave période de sécheresse qui affecte le sud de l'Ethiopie.

Des grandes étendues de terres fertiles de la vallée de l'Omo, au sud-ouest de l'Ethiopie, ont été cédées à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes, ou sont directement gérées par l'Etat, pour y pratiquer une agriculture d'exportation, alors que les 90 000 autochtones qui vivent dans la région dépendent étroitement de leur terre pour leur survie.

Le gouvernement projette d'étendre à 245 000 hectares la superficie des terres qu'il destine principalement à la culture de la canne à sucre. Des millions de personnes endurent la famine en cette période de sécheresse, la plus rude que connaît cette région depuis ces soixante dernières années. Les tribus de la vallée de l'Omo sont pour le moment relativement à l'abri. Mais le gouvernement les considère comme des « arriérés » et est déterminé à les « moderniser ». Il veut que, de fermiers auto-suffisants, éleveurs et chasseurs, ils se convertissent en ouvriers agricoles dans les plantations. Cependant ils pourraient tout simplement être expulsés de leurs terres.

Une partie du projet gouvernemental implique la construction d'une série de barrages le long de la rivière Omo, dont celui de **Gibe III** qui deviendra le plus grand barrage du continent africain. La construction de centaines de kilomètres de canaux d'irrigation suivra celle du barrage, détournant les eaux indispensables à la survie des tribus qui ne pourront plus compter sur les crues annuelles pour cultiver.

Les populations locales, qui n'ont jamais été consultées, ont été réduites au silence avec l'interdiction de s'adresser aux étrangers ou aux journalistes. Un visiteur qui s'est récemment rendu dans la région a révélé à Survival que le gouvernement et ses forces policières répriment, emprisonnent, torturent les autochtones et violent leurs femmes pour déjouer toute opposition à la spoliation de leurs terres. Un membre d'une tribu lui a déclaré : « Notre peuple vit désormais dans la peur - il craint le gouvernement. S'il vous plaît, venez au secours des peuples pastoraux du sud de l'Ethiopie, ils vivent sous une terrible menace ».

Stephen Corry, directeur de *Survival International*, a déclaré aujourd'hui : « Les tribus de la vallée de l'Omo ne sont pas 'arriérées' et n'ont pas besoin d'être 'modernisées' - elles sont tout autant dans le XXIe siècle que les multinationales qui cherchent à s'approprier leur terre. Le tragique de cette affaire est qu'en les forçant à devenir des ouvriers agricoles, leur qualité de vie sera réduite à néant et ils seront condamnés à la famine et à l'exclusion, comme bon nombre de leurs concitoyens ».

[Survival](#). GuinGuinBali, 25 Juillet 2011.

***

L'Éthiopie achète des chars tandis que les gens

meurent de faim.

L'Éthiopie s'est jetée dans une autre course d'achat d'armement, tandis que des millions d'éthiopiens ont faim à cause de la pire sécheresse subie par la région en 60 ans. Trois millions d'enfants sont mal nourris dont un demi million court « le risque imminent de mourir » comme l'a annoncé la FAO.

Selon le Premier ministre, Meles Zenawi, l'Éthiopie va acheter 200 chars de combat à l'Ukraine, pour plus de 100 millions de dollars. Cet achat coïncide avec l'annonce, un jour plus tôt, du bureau britannique d'aide extérieure d'une donation de 60 millions de dollars d'aide d'urgence alimentaire à l'Éthiopie.

Quelle excuse peut-il falloir pour ne pas se demander : l'Éthiopie a-t-elle besoin de 200 chars ? Il n'existe aucune possibilité réelle d'invasion de l'Éthiopie de la part d'aucun pays voisin, considérant que ce pays a déjà la plus grande armée et la mieux équipée d'Afrique.

L'une des raisons principales, c'est que l'Éthiopie a besoin de 200 chars pour mener la lutte pour les campagnes de contre-insurrection contre les rebellions ethniques, qui se produisent chaque fois dans plus d'endroits du pays. Depuis Ogaden, dans le sud-est, jusqu'à Tigay, au nord, en passant par Gambella à l'ouest, et maintenant on dit que cela s'étend même sur Oromia, dans le sud-ouest, le régime de l'Éthiopie a besoin de pouvoir supprimer son propre peuple et la dernière livraison d'armement a été faite il y a longtemps. Il y a 11 ans déjà que l'Éthiopie a envahi l'Érythrée et dans cette agression a perdu ses meilleures divisions armées, au moins deux en un jour, lors d'une grande catastrophe appelée la bataille de Tsonona.

Les chars fonctionnent bien contre des membres légèrement armés de groupe de guérilleros, encore mieux quand il s'agit de réprimer un soulèvement populaire, quelque chose dont l'ONU et les organismes d'aide internationale sont pleinement conscients. Maintenant que l'Éthiopie est un pays fournisseur « de troupes de maintien de la paix » des [bérets bleus] pour le Soudan, certains de ces chars éthiopiens pourraient être utilisés pour imposer le « *Pax Americana* » à la frontière soudanaise entre le nord et le sud, qui inclut des territoires riches en pétrole.

Tandis que, encore une fois, les médias occidentaux sont aveugles et sourds à la dépense militaire de l'Éthiopie, de 100 millions de dollars dans des chars, en même temps que des millions d'éthiopiens et somalis ont faim dans la région d'Ogaden.

Thomas Mountain Afrobeat Radio, 19 juillet 2011 [Fundación Sur](#)

***

400 organisations contre le méga barrage de l'Éthiopie

Environ 400 organisations ont signé une pétition contre le plus haut barrage d'Afrique, qui sera remise aux ambassades éthiopiennes en Europe et aux États-Unis à l'occasion du *Jour Mondial de l'Eau*, qui a lieu le 22 mars. Selon une plainte de *Survival Internacional*, le barrage met en danger la forme de vie d'au moins huit peuples autochtones, d'environ 300.000 personnes, tandis qu'il suppose une juteuse affaire pour la Chine, l'Europe et les États-Unis, impliqués dans sa construction.

Céder des terres agricoles à des compagnies étrangères

Le barrage **Gibe III**, qui selon le Gouvernement éthiopien est déjà fini à 40 %, détruira les schémas naturels d'inondation qui sont vitaux pour les méthodes de cultures des peuples autochtones de l'Omo. Bien que le Gouvernement assure qu'une « inondation artificielle » résoudra le problème, les constructeurs du barrage ont révélé l'année dernière leurs plans pour que les tribus « changent de l'agriculture basée sur le retrait de l'inondation à des formes plus modernes d'agriculture » après une période de transition.

Un « changement » imposé de ce type sera, selon l'ONG Survival « presque avec certitude, désastreux, et supposera la fin de l'inondation artificielle déjà inadéquate » sans aucune garantie qu'il y ait d'autres moyens de survie.

Le Gouvernement éthiopien a aussi destiné 180.000 hectares de terre dans la vallée de l'Omo pour un investissement agricole, dont une partie de celles-ci sont dans les territoires des peuples autochtones **nyangatom**, **karo** et **mursi**, qui n'ont pas été consultés sur la location de ses terres à des investisseurs étrangers ; comme ils le ne l'ont pas été sur la prise ou le changement de leur mode de vie, quelque chose qui , insiste l'ONG « viole la propre Constitution de l'Éthiopie ». Les terres seraient dédiées à la production à grande échelle de cultures pour l'exportation, spécialement de biocombustibles qui seront arrosés avec de l'eau du barrage.

La *Banque européenne d'investissement* et la *banque Africaine de Développement* avaient des accords pour financer les travaux et il y a quelques mois ils ont annoncé qu'ils ne pensaient pas le faire à cause de la controverse qu'a généré ce projet. *L'Industrial and Commercial Bank of Chine* et *l'Exim Bank of Chine* financent des parties du projet mais le Gouvernement a besoin de trouver plus de fonds, et l'Italie réfléchit à le rejoindre ou non, tandis que l'Éthiopie vient de devenir le récipiendaire principal de l'aide britannique au développement. On attend qu'elle reçoit deux milliards de dollars dans les quatre prochaines années.

Survival International, *International Rivers*, la *Campagne pour la Réforme du Banque mondiale*, du *Counterbalance Coalition* et les *Amis du Lac Turkana* ont uni leurs forces pour lancer la [pétition](#). La pétition demande au Gouvernement de l'Éthiopie de « suspendre le projet du barrage **Gibe III** dans la rivière Omo jusqu'à ce que - et seulement dans ce cas - il obtienne le consentement préalable, libre et informé des peuples autochtones affectés par le projet ». Des copies de la pétition circuleront en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le directeur de Survival, Stephen Corry, a déclaré que « si le Gouvernement construit le barrage sur l'eau des peuples autochtones de la Vallée de l'Omo et loue ses terres à des étrangers, il est possible que ces peuples ne survivent pas. Le Gouvernement est en train de promouvoir l'industrialisation aux dépens des personnes les plus vulnérables du pays ».

CONTRE LA LÉGALITÉ DU PAYS ET DE LA PROTECTION INTERNATIONALE

En juillet 2006 le Gouvernement de l'Éthiopie a signé un contrat avec la compagnie italienne *Salini Costruttori* pour construire **Gibe III**, le plus grand barrage hydroélectrique du pays. Selon ce qui suppose une violation de la législation éthiopienne, il n'y a pas eu d'appel d'offres publiques pour adjudger le contrat. Les travaux ont commencé en 2006 avec un budget de 1,4 milliard d'euros. Un tiers du barrage a déjà été construit et les coûts continuent de monter. Récemment le gouvernement italien a accordé à l'Éthiopie un nouveau prêt de 250 millions d'euros pour continuer ; cet argent, en plus de terminer dans les coffres des entreprises italiennes, va grossir l'énorme la dette que le pays africain a envers l'Européen.

Le géant usaméricain, qui ne pouvait manquer, est présent à travers de l'entreprise *Harsco Corporation*, et apporte un équipement de dernière technologie.

Le barrage bloquera la partie sud-ouest de la rivière Omo, qui s'écoule le long de 760 kilomètres depuis les hautes terres de l'Éthiopie vers le lac Turkana au Kenya. L'aval de la vallée de la rivière Omo est déclarée Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO, en reconnaissance de sa valeur archéologique et géologique. Dans cette zone la rivière Omo traverse les Parcs nationaux du Mage et de l'Omo, foyers de nombreux peuples autochtones.

La loi environnementale éthiopienne stipule que doit être effectuée une étude sur l'impact environnemental et social (ESIA, par ses initiales anglaises) avant d'approuver tout projet. Malgré cela, l'Agence pour la Protection Environnementale (EPA, par ses initiales anglaises) éthiopienne a approuvé l'ESIA de façon rétroactive, en juillet 2008, deux ans après qu'aient débuté les travaux.

L'ESIA a été réalisé par une compagnie italienne, *CESI*, et financé par l'EEPCo (la Corporation Éthiopienne pour l'Énergie électrique) et *Salini* elle même, ce qui pose des doutes au sujet de son indépendance et crédibilité. Le rapport correspondant, publié en janvier 2009, se prononçait en faveur du projet, en affirmant que l'impact sur l'environnement et les peuples autochtones sera « insignifiant » et même « positif ».

Selon des experts indépendants, le barrage aura un énorme impact sur le délicat écosystème de la région, après avoir modifié la crue saisonnière de la rivière Omo et après avoir radicalement réduit son débit. Cela apportera avec soi la désertification d'une grande partie de la zone riveraine et éliminera la forêt ripicole. Si, la crue naturelle disparaît avec ses dépôts riches de limons, les économies de subsistance s'écrouleront et au moins 100.000 indigènes auront à affronter une pénurie alimentaire.